

Compte rendu commun de la rencontre entre le NPA et le Parti de Gauche janvier 2009

Cette rencontre s'est effectuée à la demande du Parti de Gauche. Elle s'est déroulée dans un excellent esprit, d'écoute et de vrais échanges dont nous avons voulu restituer le plus fidèlement l'esprit et le contenu.

Elle avait pour but d'établir un premier contact entre ces deux partis qui ont en commun d'être deux organisations en création et d'entamer une première discussion sur les actions communes et sur la proposition du Front de Gauche faite par le Parti de Gauche.

Parti de Gauche

Le Parti de Gauche a rappelé qu'il se créait en rupture avec l'évolution de la social-démocratie en Europe et en France. Dès sa fondation il entend rendre possible une alliance aux européennes à même de battre la droite et de changer la donne à gauche en devançant les socio-libéraux. C'est la stratégie du Front de gauche, une alliance à vocation majoritaire de tous ceux qui s'opposent au Traité de Lisbonne. Voilà précisément, parce que la situation sociale l'exige toujours plus, ce que le PG est venu proposer au NPA qui serait un acteur essentiel dans ce cadre unitaire. La délégation du PG se dit désireuse d'entendre, sans aucune volonté de mise au pied du mur, le NPA sur cette proposition. Dans son rapport avec le NPA, le PG ne souhaite pas en rester aux articles de presse, il sait que le NPA considère aujourd'hui qu'il y a des obstacles au Front de Gauche, il explique vouloir les vérifier et essayer de les dépasser. Le PG se dit prêt à discuter de toutes propositions formulées par le NPA afin d'avancer.

Nouveau Parti Anticapitaliste

Le NPA dit considérer la création du PG comme un fait positif, toute sortie significative du PS sur la gauche n'étant jamais indifférente. La création du PG rend, d'ores et déjà, des actions communes possibles, facilite les cadres unitaires de mobilisation ou renforce ceux existants. Le NPA précise que ses militants, dont beaucoup sont entrés en politique en rupture avec le parti socialiste, ne connaissent pas bien ceux du PG. Mais les relations locales sont bonnes. Le NPA dit ne pas avoir le monopole des luttes et envisagerait parfaitement un cadre permanent de mobilisation avec le PG. Sur l'Europe, le NPA note des réactions communes dans le passé avec les courants qui ont fondé le PG, sur les traités, sur le TCE, sur la nécessité d'une toute autre perspective que celle offerte par l'Union Européenne. La crise économique et les réponses à la crise vont dominer cette campagne.

Mais si cette élection va évidemment concerner le Traité de Lisbonne, il va s'agir aussi du premier test depuis l'élection de Sarkozy. Il est donc impossible de séparer la stratégie pour les élections européennes des autres sujets. Entre les opposants au Traité de Lisbonne les options politiques sont aussi parfois très différentes. Il faut aussi considérer la dimension européenne de toute alliance, quel cadre organisationnel au plan européen ?

Cela dit cette question reste ouverte, c'est le congrès du NPA qui prendra les décisions. Mais si l'idée du Front peut se discuter c'est en dernière instance le contenu qui tranchera. Si on veut contrecarrer l'hégémonie du PS cela implique un Front durable avec un accord aux autres élections et dans les mobilisations. Or il apparaît que certaines forces ne sont pas de cet avis ou ne veulent pas de cette stratégie comme le PCF. On ne peut envisager un accord partiel avec le NPA puis ensuite composer des majorités aux élections régionales suivantes avec le PS. On ne peut protester contre les subventions publiques aux entreprises privées et

les voter dans les conseils régionaux avec les socialistes. Le problème central c'est donc l'indépendance politique vis-à-vis du PS. C'est toujours le même problème qu'en 2007 pour les Présidentielles. C'est sur cette option d'indépendance avec le PS que s'est construit et peut se développer le NPA.

PG

Cette élection s'inscrit effectivement deux ans après l'élection de Sarkozy mais aussi dans un contexte de crise du capitalisme qui impose, plus que jamais, que les forces de gauche offrent une perspective politique. C'est un objectif tellement essentiel à nos yeux que nous ne mettons aucun préalable à nos discussions. Il n'y a pas de sujets interdits. Même de discuter dans cet accord des prochaines élections. Il faut regarder les points sur lesquels on peut construire ce Front en étant respectueux des spécificités de chacun des partis qui le composent.

Il y a de vrais débats politiques posés par le NPA, simplement le PG souhaiterait qu'ils soient exprimés sous forme de propositions. Par exemple s'il s'agit de proposer un Front durable et non un Front pour les seules européennes le PG se dit favorable à en discuter, pourquoi pas même d'un Front de gauche permanent. Mais dans ce cas pourquoi le limiter aux régionales et non le prolonger jusqu'à l'élection la plus décisive, les présidentielles ?

Pareillement, si le NPA propose un nouveau regroupement à l'échelle européenne, le PG est prêt à en discuter mais il faut le faire concrètement, en considérant qu'il s'agit d'élections et que la règle est d'intégrer un groupe. Il faut 27 élus de 7 pays différents pour faire un groupe. Le problème sera le même pour les députés NPA que ce soit dans un Front ou élus seuls. D'ailleurs dans le passé les députés élus de la LCR avaient intégré le groupe de la GUE. Mais malgré tout nous sommes prêts sur le principe à en discuter même si la GUE paraît aujourd'hui la solution la plus réaliste.

Le NPA veut discuter de l'indépendance vis-à-vis du PS ? Le sujet n'est pas tabou en faisant remarquer au préalable qu'il est difficile d'être plus indépendant du PS que de le quitter puis de l'affronter en se donnant le maximum de chances de le devancer ! Le PG explique que cette perspective n'est pas impossible à envisager pour les élections à venir. Mais là aussi il faut en discuter concrètement. Il y a la question du désistement républicain face à la droite et celle de la participation à des exécutifs communs. Ce n'est pas la même chose.

Le PG affirme clairement sa vocation gouvernementale mais dans le même temps n'aspire pas à gouverner à tout prix, quand il explique qu'il est hors de question de gouverner sous domination des sociaux-libéraux il faut bien l'entendre, ce ne sont pas des mots. Si le NPA veut faire une proposition de rassemblement anticapitaliste, c'est une bonne nouvelle, le PG l'attend et s'affirme prêt à en discuter à son congrès. Sans préalable ! Car l'objectif est à tout prix de battre tous les tenants du libéralisme, de droite comme de gauche, dès ces élections et si on y parvient tout change !

NPA :

- Le cœur du problème c'est comment on articule les élections et les luttes ? Le problème n'est pas comment on gifle la droite mais quel est le contenu de la gifle et de la vocation majoritaire qui la permet. A quel niveau on place nos priorités, la population et les mobilisations ou les batailles parlementaires ?

- Est-ce que plus globalement les élections peuvent permettre, une fois au pouvoir, d'appliquer un véritable contenu anticapitaliste ? Nous n'avons pas la même approche des institutions.

- On ne peut se cacher derrière une élection proportionnelle ou l'affirmation qu'on joue la « gagne » et donc qu'en minorisant le PS on règle la question. Tout d'abord parce que cela implique d'être devant le PS et que cela nous semble peu réaliste mais admettons-en la possibilité. Admettons également que l'on peut s'entendre sur le contenu. Mais nous ne voulons pas de victoire sans lendemain comme l'a été celle sur le Traité constitutionnel. Il suffit de lire les textes du congrès du PCF pour voir que nous avons de vraies différences de contenu : le PCF n'est pas clair sur la remise en question de l'indépendance de la BCE, sur la rupture vis-à-vis du traité, sur l'UE dont il accepte le cadre et rester prisonnier d'un cadre d'alliance à vocation gouvernementale avec toute la gauche.

- Une des utilités de cette discussion est de mieux cerner les obstacles possibles. L'une d'entre elle est notre échec à ne pas être parvenu à donner un débouché politique à la victoire du Non de Gauche. Mais ce qui n'a pas disparu c'est la majorité populaire qui a permis cette victoire. Or cette majorité ne peut que se renforcer du fait de la crise qui frappe particulièrement les classes populaires. Il y aura donc un vrai problème si cette volonté populaire ne trouve pas une réponse politique du côté de la gauche. Un Front a l'avantage de respecter les identités mais permet aussi de les faire évoluer aussi au contact des autres. Le terme « vocation majoritaire » prête à malentendu car il peut être vécu comme une subordination de fait à la social-démocratie. Ce que le PG dit ici sur la possibilité de discuter des majorités à venir dans les exécutifs est évidemment important. Il y a aussi une autre question : comment ce front s'articule au social ? Est-ce que l'on ne tient compte que des forces politiques ? Comment appréhender la Fédération par exemple ?

PG

- Nous ne posons pas en opposition les mobilisations et les élections. Mais nous souhaitons être clairs : il n'y a pas d'autres méthodes pour nous que la prise de pouvoir par les élections. C'est ce qui se passe en Amérique Latine dans des pays qui, pourtant, opère des changements profonds. S'il y a une autre méthode il faut la formuler. Nous le disons clairement, nous ne croyons pas au coup de force. Nous nous inscrivons dans le cadre démocratique et donc nous aspirons à gagner les élections. C'est un point qui pour nous ne se discute pas. Après il y a une autre question : comment résoudre la question de l'hégémonie du PS ? Et bien quand on croit à la démocratie il n'y a qu'une solution : le battre devant les électeurs. Et cela n'attend pas, cela commence par une élection qui est décisive dans le clivage que nous avons avec ce parti. Et à partir du moment où les électeurs tranchent en notre faveur, on modifie la situation, on peut du coup modifier aussi les stratégies et les alliances traditionnelles des partis qui décident d'en faire partie. Nous parlons de vocation majoritaire mais pas sur la ligne du PS. D'ailleurs quand ils font des alliances sur leur ligne ils perdent ! Hors la question du suffrage universel, tout le reste se discute. Si le NPA dit son accord pour le Front à telle ou telle condition, on regarde. Si le NPA conditionne le Front aux européennes d'un Front permanent, on dit OK, on peut même proposer même un Front permanent sur un programme commun.

NPA

- Nous voulons être clairs, le NPA n'est pas hostile au suffrage universel. Mais nous avons une conception plus large de la démocratie. De la même manière que nous savons que vous ne défendez pas les institutions telles qu'elles sont puisque nous partageons la même volonté de sortir de la 5ème République ce qui passe par une constituante. Et donc une rupture. Mais la dialectique mobilisation sociale/élection est essentielle car Sarkozy est élu, pas Parisot. Le pouvoir économique est aux mains du patronat. Donc aucun changement ne peut résider sur

une seule victoire électorale sans des mobilisations sociales d'ampleur. On ne peut résumer la politique au seul bulletin de vote. Mais la vraie question sur le Front de Gauche, il faut le dire c'est que pour ces élections le PG a déjà choisi un partenaire privilégié : le PCF. Et ce dernier ne veut pas d'accord avec nous. Notre dernière réunion avec le PC date de juin 2006. On verra ce qui se passe à notre congrès mais ce serait une erreur de jouer la qualité de nos relations à venir sur la possibilité ou pas de ce Front Commun pour les élections européennes. Nous le répétons, nous pouvons réaliser avec vous un Front permanent de mobilisation y compris en l'élargissant aux associations et syndicalistes. Il nous semble peu réaliste de penser que nous allons nous lancer dans une opération électorale avec le PCF et même le MRC. Mais c'est notre congrès qui tranchera, la question reste ouverte.

PG

- Il n'est pas vrai de dire que nous souhaitons un « tête à tête » avec le PCF, ce n'est pas non plus ce que veut le PCF. D'ailleurs nous pouvons très bien mettre en place une réunion tripartite pour discuter du Front de gauche. Nous ne renonçons pas. Mais, sans aucune volonté de mettre le NPA au pied du mur, car ce n'est pas le rapport que nous souhaitons, vous ne pouvez ignorer que vous êtes aujourd'hui un grand parti. Cela veut dire que la situation n'est pas la même selon que vous êtes là ou pas là. C'est notamment vrai sur les rapports avec le PS : en étant là vous contribuez à modifier le rapport de force et du coup nous avons plus de chances de bouger les lignes. Vous avez une partie de l'avenir de la gauche entre vos mains. C'est pour cela que nous sommes prêts à discuter de toutes vos propositions dans l'espoir qui est le nôtre de changer la donne dès ces élections parce que cela commence par là. Nous vous ferons des propositions en ce sens pour votre congrès.

Composition des délégations

PG : Jean-Luc Mélenchon, Marc Dolez, Eric Coquerel, François Delapierre, Audrey Galland, Raquel Garrido, Pascale Le Neouannic, Hélène Gildas-Duclos

NPA : Pierre-François Grond, Anne Leclerc, Alain Pojolat, Yvan Lemaitre, Guillaume Liegard, Pierre Barron, Ingrid Hayes